

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 15 juillet 1986, à 10 h 30

Président : U TIN TUN (Birmanie)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) , Je déclare ouverte la 370ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Qu'il me soit permis tout d'abord d'accueillir chaleureusement Son Excellence le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Timothy Renton, Membre du Parlement, qui fera aujourd'hui une déclaration à la Conférence. Je tiens à le remercier de sa présence et de l'intérêt qu'il marque à nos travaux. C'est en effet la seconde fois que M. Renton s'adressera à nous au cours de cette session. Je suis certain que les membres de la Conférence écouteront sa déclaration avec une attention particulière.

Conformément au calendrier des réunions prévues pour cette semaine, la Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 4 de son ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Cependant, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le désirent pourront faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Timothy Renton, est le seul orateur inscrit aujourd'hui et je lui donne maintenant la parole.

M. RENTON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est offerte de reprendre la parole à la Conférence du désarmement alors que ma dernière visite ne remonte qu'à février. J'avais à cette occasion essayé de donner à la Conférence quelque indication quant à la manière dont le Royaume-Uni conçoit la limitation des armements et le désarmement. J'ai fait ressortir en particulier qu'une proposition touchant la limitation des armements, quelle qu'elle soit, n'avait de chance de s'imposer que dans un climat de plus grande confiance, celle-ci fût-elle imparfaite. Et j'ai souligné l'importance que revêt la vérification. La vérification est au coeur de toute question relative au désarmement. Il ne s'agit pas d'un aspect accessoire, mais d'un élément essentiel, sans lequel aucun accord de limitation des armements ne peut véritablement contribuer au renforcement de la stabilité et de la sécurité.

J'ai aussi donné alors un aperçu de la position du Royaume-Uni sur toute une série de questions particulières liées au désarmement, mais c'est sur le point 4 de votre ordre du jour - les armes chimiques - que je me suis le plus étendu. C'est dans ce domaine entre tous que vos travaux sont les plus avancés et il est essentiel pour nous tous qu'un accord soit conclu. Avec votre permission, je souhaiterais maintenant revenir sur cette question, qui est inscrite au programme de travail de la Conférence pour cette semaine.

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, faire observer que la date du 1er juillet était non seulement celle où vous avez assumé les fonctions de président de la Conférence du désarmement, ce dont je vous félicite vivement, mais également celle où le Royaume-Uni a pris la présidence de la Communauté européenne. Il sied donc que je rappelle les nombreuses contributions aux travaux de cette conférence faites par les membres de la Communauté et l'appui unanime apporté par celle-ci aux négociations en vue d'un traité sur les armes chimiques.

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Le Royaume-Uni est très gravement préoccupé par les cas signalés récemment d'utilisation d'armes chimiques, et notamment par les allégations selon lesquelles cela se serait produit non pas dans un seul conflit mais dans différentes parties du monde. Ces violations délibérées du Protocole de 1925 sont à notre sens absolument inadmissibles, aussi nous félicitons-nous du consensus intervenu dans le cadre de ces négociations et tendant à ce qu'une convention sur les armes chimiques vienne étayer le Protocole de Genève en interdisant explicitement le recours aux armes chimiques.

Les bruits les plus persistants concernent le conflit du Golfe : trois missions différentes, envoyées par l'ONU en 1984, 1985 et 1986 pour établir les faits, ont chacune conclu que des armes chimiques y avaient été utilisées. Après la parution de chaque rapport, cette pratique a été condamnée non seulement par de nombreux Etats, à titre individuel, et par des groupes d'Etats, mais aussi collectivement, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette année, le rapport de l'ONU a établi la responsabilité des forces irakiennes et la communauté internationale a de nouveau condamné l'utilisation des armes chimiques.

A ce propos, je voudrais rappeler un passage de la déclaration des Douze, en date du 8 avril 1986 : les Douze ont condamné sans réserve toute utilisation des armes chimiques et exprimé le ferme espoir qu'elles ne seraient plus jamais utilisées, dans ce conflit ou dans tout autre. Cependant, les spécialistes dépêchés récemment sur place par le Secrétaire général concluent dans leur rapport que les forces irakiennes ont utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes à maintes reprises et tout récemment encore durant l'offensive iranienne actuelle en territoire iraquien. Les Douze ont pris note de ce rapport avec une profonde préoccupation. Aussi soulignent-ils l'importance que revêt la déclaration du Conseil de sécurité des Nations Unies datée du 21 mars 1986 et condamnant résolument l'utilisation des armes chimiques dont il est fait état. Ils réaffirment qu'ils accordent la plus haute importance au respect strict des dispositions du Protocole de Genève de 1925.

Les deux parties au conflit n'ont donné que trop d'exemples de leur mépris du droit international et les multiples attaques contre des navires effectuant un passage innocent dans le Golfe n'en sont pas des moindres, mais l'échelle même sur laquelle les armes chimiques sont utilisées ne peut que susciter les plus grandes préoccupations. Nous avons lieu de croire que les victimes de cette arme effroyable se chiffrent déjà à 10 000. Et les choses pourraient bien empirer. Il semble que l'Iraq ait des installations complètes permettant de fabriquer des centaines de tonnes d'ypérite et d'agents neurotoxiques. Il se pourrait qu'il construise à l'heure actuelle de nouveaux complexes et que l'Iran prenne à son tour des mesures pour se doter d'armes chimiques. Nous n'avons pas connaissance à ce jour d'opérations de représailles par les armes chimiques, mais j'invite instamment le Gouvernement iraquien à réfléchir très sérieusement aux conséquences d'actions éventuelles dans ce sens. Les acteurs de ce conflit insensé, où les pertes tragiques en vies et en ressources humaines sont déjà si élevées, s'enfonceraient plus encore dans l'abîme.

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Cela dit, il faut aussi tenir compte du contexte plus large dans lequel s'inscrit le conflit du Golfe. L'Iraq a lancé des appels réitérés à un cessez-le-feu et est disposé à tout moment à prêter son concours à des efforts de médiation visant à instaurer une paix durable, mais il se heurte à un adversaire implacable qui reste obstinément sourd à ces appels et rejette toute offre de médiation, y compris celle du Secrétaire général de l'ONU lui-même. Le Royaume-Uni s'est toujours employé avec ardeur à faire cesser au plus vite le conflit dans le Golfe. Nous avons appuyé sans réserve les initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies et la Communauté européenne. Nous avons joué un rôle de premier plan dans l'adoption de la résolution 582 (1986) par laquelle le Conseil de sécurité demandait un cessez-le-feu immédiat. Mettre un terme à toutes les hostilités et atténuer les menaces qui pèsent sur les Etats voisins, voilà les objectifs primordiaux. Mais la poursuite de ces objectifs globaux n'autorise pas la communauté internationale - et moins encore la Conférence du désarmement - à se désintéresser des risques inhérents à l'utilisation persistante d'armes chimiques.

Il y a également des incidences plus vastes et tout aussi graves. Dans la seule région du Moyen-Orient, certains faits portent à croire que d'autres que l'Iraq se dotent d'une capacité offensive dans le domaine des armes chimiques. D'autres pays encore pourraient être contraints à s'interroger sur les conséquences d'une menace éventuelle de recours aux armes chimiques. De par le monde, certains pays pourraient méditer sur le fait que l'Iraq a utilisé des armes chimiques sans qu'il lui en coûte cher à l'échelon international. Pourquoi ne pas tenter de s'assurer la supériorité en se constituant en secret des stocks d'armes chimiques ? Il est possible qu'à l'heure actuelle plus de 20 pays possèdent déjà des armes chimiques ou envisagent de s'en doter.

Le Gouvernement britannique et beaucoup d'autres gouvernements ont institué un contrôle des exportations afin d'empêcher dans la mesure du possible les parties au conflit du Golfe de fabriquer des agents chimiques létaux. Récemment encore un certain nombre d'Etats ont aussi communiqué à leurs industries chimiques nationales une liste des produits chimiques à surveiller afin de réduire encore les risques d'une aide par inadvertance à la fabrication d'armes chimiques. Bien que de telles mesures contribuent à contenir le phénomène, elles ne constituent pas un empêchement pour le pays déterminé à faire fi du Protocole de Genève de 1925. C'est pourquoi nous nous félicitons du consensus auquel sont arrivés les membres de la communauté internationale : le problème de la prolifération des armes chimiques doit être réglé par voie de convention, un simple régime de non-prolifération n'est pas la solution. Vous le savez tous, la seule façon de s'assurer que les armes chimiques ne seront pas utilisées, c'est de conclure une convention globale et vérifiable et de faire en sorte que tous les pays y adhèrent.

Le débat sur cette question est arrivé à un stade critique : ou bien nous nous mettons tous à négocier avec sérieux pour parvenir rapidement à la conclusion d'un traité, ou bien nous nous résignons à voir s'ouvrir la boîte de Pandore et nous acceptons de vivre à jamais sous cette menace, avec toutes les conséquences que cela comporte.

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Il y a deux semaines nous avons rendu hommage à ceux qui sont tombés au commencement de l'une des batailles les plus acharnées de la première guerre mondiale. Nous avons évoqué les événements de la Somme, en 1916, avec tristesse mais aussi avec la très ferme volonté d'éviter qu'ils ne se reproduisent. Pour beaucoup d'entre nous, à l'image des batailles qui se sont déroulées il y a environ 70 ans se superpose la vision horrible d'une guerre chimique, de milliers de victimes agonisant sous les effroyables nuages de phosgène et de cyanure. Soixante-dix ans se sont écoulés et il est possible de déployer des armes plus atroces encore. Nous n'allons tout de même pas permettre que l'histoire se répète maintenant, dans le Golfe ou ailleurs.

C'est en gardant ces considérations présentes à l'esprit que nous devrions nous pencher sur ce qui nous divise encore dans ces négociations d'une importance capitale, ici à Genève. Le Gouvernement du Royaume-Uni a étudié très attentivement l'intervention qu'a faite à cette conférence l'Ambassadeur Issraelyan, le 22 avril, et où ont été développées les thèses présentées par M. Gorbatchev, le 15 janvier. A notre avis, il y a là un progrès bienvenu, encore que modeste. Nous trouvons très encourageant que l'Union soviétique se mette enfin à expliquer sa position en détail, cependant, il faut bien admettre que dans l'ensemble les détails donnés ne sont guère que le miroir des vues qui semblent déjà communément acceptées par les membres de la Conférence. Mais à une déclaration faite avec sérieux, il convient de répondre avec le même sérieux. La délégation britannique s'efforcera de donner une réponse complète à chacun des points soulevés par l'Union soviétique.

Il ne faut pas oublier, toutefois, que la déclaration de l'Ambassadeur Issraelyan intervient après des années de négociations au cours desquelles les pays occidentaux et non alignés ont émis une série de suggestions constructives et pratiques pour faire avancer les travaux auxquels l'Union soviétique répondait dans l'ensemble par l'indifférence ou le silence. Je mentionnerai en particulier les documents CD/353, 514 et 575 sur la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique civile, qu'avait établis le Royaume-Uni. Compte tenu des enseignements qui se dégagent des Journées d'étude extrêmement utiles organisées par le Gouvernement néerlandais - je voudrais ici exprimer la gratitude de mon gouvernement à celui des Pays-Bas, qui a sans nul doute consenti beaucoup d'efforts à cette fin -, nous espérons que le temps est venu d'étoffer l'article VI du projet de convention à l'aide de ces idées et enseignements pratiques.

J'aborderai maintenant l'une des questions clefs de nos négociations, celle de l'inspection par mise en demeure. En même temps, je voudrais présenter un nouveau document établi par le Royaume-Uni. Il est indispensable que nous comprenions tous le but que viserait un régime d'inspection par mise en demeure. Sans cela nos travaux risqueraient d'être encore bien plus difficiles et l'heure de la réussite à laquelle nous déclarons tous aspirer en serait retardée d'autant.

Tout d'abord nous devons distinguer - car elles n'ont pas la même fonction - les inspections par mise en demeure des inspections de routine. S'agissant des dernières, il sera nécessaire d'instituer non seulement

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

un système d'échange de données, mais encore de prévoir des inspections internationales obligatoires sur place, afin de pouvoir s'assurer que les déclarations initiales correspondent à la réalité, que les stocks sont détruits, que les installations de fabrication sont elles aussi détruites, que les produits chimiques fabriqués par l'industrie civile ne sont pas détournés vers la production d'armes et que l'unique installation autorisée à fabriquer des produits à des fins défensives est exploitée conformément à la convention. Tout cela constitue pour nous, je pense, un terrain d'entente, bien que les détails de cette question doivent encore faire l'objet de négociations étendues et complexes. Quoi qu'il en soit, l'ensemble des mesures de vérification de routine devrait donner à toutes les parties à la convention l'assurance que les autres se conforment aux obligations contractées en ce qui concerne les sites, les installations et les stocks déclarés.

Il faut admettre toutefois que certaines activités des Etats parties pourraient susciter des inquiétudes que ne parviendraient pas à dissiper des inspections de routine. Nous estimons que les Etats parties devraient alors avoir la possibilité de compter en la matière sur la coopération bilatérale ou multilatérale. En d'autres termes, la convention doit prévoir une procédure d'établissement des faits que le conseil exécutif puisse coiffer de son autorité. Nous trouvons encourageant le consensus déjà assez important qui s'est dégagé à la Conférence sur ce type de coopération et qui s'exprime dans l'article IX du projet de convention (CD/636). Je ne dirai rien aujourd'hui qui puisse jeter le doute sur ce consensus ou donner à entendre que celui-ci n'est pas l'acquis précieux que l'on pense. Nous nous emploierons nous-mêmes à l'élargir et nous sommes certains que d'autres se joindront à nous dans cet effort.

Toutefois, la convention ne sera l'acquis sûr et complet, le monument vraiment durable à la limitation des armements dont pourront être fiers - et à juste titre - tous ceux qui auront participé à sa négociation, que si la complète une mesure essentielle : un régime très strict prévoyant, dans des circonstances exceptionnelles, des inspections par mise en demeure. Ce régime, comme l'ont déjà dit des ministres britanniques et d'autres personnalités, doit être le filet de sécurité de la convention, le mécanisme de dernier recours qui donnera à tous les Etats parties à la convention l'assurance solide que leur sécurité se trouve durablement renforcée.

L'inspection par mise en demeure a deux fonctions, qui devront être prises en compte dans les dispositions la régissant. Elle a pour première fonction d'empêcher, pour commencer, que des violations de la convention se produisent. En d'autres termes, elle doit avoir un effet dissuasif très puissant sur ceux qui envisageraient de violer les obligations contractées en vertu de la convention. La probabilité que de telles violations puissent être découvertes par ce moyen doit être si forte que tout Etat partie qui serait tenté de commettre des actes de ce genre se trouverait découragé à l'avance. Il aurait aussi, sous un régime d'inspection par mise en demeure, à prendre en compte la réaction probable des autres Etats parties s'il essayait de dissimuler des violations en refusant une inspection par mise en demeure. Il découle de ce qui précède qu'un tel régime d'inspection doit être aussi strict

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

que possible, mais aussi que le droit, inscrit dans la convention, de demander une inspection par mise en demeure n'aurait jamais - nous en avons le ferme espoir - à être invoqué.

La seconde fonction du régime c'est, bien entendu, d'établir les principes de base d'une inspection par mise en demeure, pour le cas où celle-ci serait requise. Là encore, les dispositions prévues devront être aussi strictes que possible afin que l'objectif fondamental de l'inspection par mise en demeure soit atteint. Un régime faible et inadéquat affaiblirait la convention et la rendrait inadéquate. Je suis convaincu qu'aucun participant aux présentes négociations ne trouverait cela acceptable.

Au cours des deux dernières années, une série de propositions ont été faites ici pour incorporer dans un traité le genre d'idées que je viens d'exposer. Le Gouvernement britannique a présenté ses propres propositions pour la première fois en février 1984, dans le document CD/431. D'autres propositions complètes se sont fait jour par la suite, notamment celles qui figurent dans le précieux projet de traité dû aux Etats-Unis (CD/500) et dans l'intéressant document établi par le Pakistan (CD/664). Nous avons également tenu compte de l'utile débat qui s'est déroulé dans celui des groupes de travail du comité que nous avons l'honneur de présider cette année - et je saisis l'occasion qui m'est donnée de saluer le solide travail accompli dans ce domaine par M. Wisnoemoerti, de l'Indonésie. Il subsiste néanmoins, nous semble-t-il, entre de nombreuses délégations à la Conférence, des divergences de vues nettes et tenaces.

Aussi, dans le document que je présente aujourd'hui, tentons-nous de répondre aux préoccupations exprimées par les diverses parties aux négociations et d'établir sur de nouvelles bases un consensus qui pourrait devenir l'un des robustes piliers sur lesquels doit reposer une convention réussie.

En bref, nos propositions prévoient que tout Etat partie à la convention aurait le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de demander directement qu'une autre partie fasse l'objet d'une inspection par mise en demeure. L'Etat mis en demeure aurait alors l'obligation de démontrer aux autres, et en particulier à l'Etat requérant, qu'il n'a pas cessé de respecter la convention. Il serait tenu de remplir cette obligation rapidement et on attendrait de lui qu'il autorise une enquête complète sur la question qui suscite des doutes. Toutefois, dans des circonstances très exceptionnelles, l'Etat requis aurait le droit de refuser l'inspection directe. Il proposerait alors d'autres mesures susceptibles d'amener un règlement.

Il n'est pas dans mes intentions aujourd'hui de m'étendre davantage sur les dispositions concrètes qui figurent dans le nouveau document présenté par le Royaume-Uni. Le texte proprement dit et l'annexe les exposent en détail. J'ai l'espoir que d'autres délégations y trouveront une réponse satisfaisante à leur préoccupations et une base solide de consensus. Je voudrais toutefois donner des précisions sur trois points.

Premièrement, notre approche repose sur le principe suivant lequel tout Etat qui adhère à un accord international, quel qu'il soit, accepte de plein gré certaines obligations qui, implicitement, affectent son droit d'agir

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

souverainement. Ce principe a un corollaire essentiel : pour établir la confiance dans un accord, il est dans l'intérêt même des pays de se prouver les uns aux autres qu'ils remplissent les obligations souscrites. J'insiste sur ce point. S'il n'en était pas ainsi, quel est l'Etat qui serait disposé à accepter des restrictions à ses droits souverains ? Sur cette base si, en cas de doutes quant au respect de la convention, un Etat partie demande des éclaircissements ou le règlement d'un problème à un autre Etat partie, ce dernier serait obligé de fournir aux autres Etats parties, et en particulier à l'Etat requérant, des preuves suffisantes qu'il n'a pas cessé de respecter pleinement les obligations contractées en vertu de la convention sur les armes chimiques.

Deuxièmement, nous proposons d'établir que ces preuves soient fournies dans un délai de dix jours. C'est indispensable pour deux raisons. La confiance dans la convention serait rapidement compromise si l'Etat requis avait la possibilité de faire durer les choses par des retards administratifs. Les doutes sur le respect des obligations doivent être dissipés d'urgence. D'autre part, le délai de dix jours est nécessaire pour éviter toute dissimulation éventuelle d'une violation. Par exemple, des stocks clandestins d'armes chimiques pourraient être rapidement transférés dans un autre lieu après une mise en demeure. C'est pourquoi nous estimons qu'en aucun cas il ne serait judicieux d'exiger un examen multilatéral avant le déclenchement d'une procédure d'inspection, bien entendu, l'Etat requérant aurait toujours la possibilité de demander un tel examen, s'il le jugeait bon.

Troisièmement, dans un document qui remonte à 1984, nous avons reconnu que dans certaines circonstances très exceptionnelles, qui doivent être évitées si possible, un droit très limité de refus d'inspections directes pourrait faire partie du régime d'inspection par mise en demeure. Ce droit devrait être très restreint et, surtout, ne pas être de nature à supprimer ou affaiblir l'obligation fondamentale de faire la preuve du respect. Dans ces circonstances exceptionnelles, un Etat aurait le droit de proposer d'autres mesures susceptibles d'amener un règlement de la question examinée. Si ces autres mesures n'apportaient pas de solution, l'Etat mis en demeure serait tenu de trouver d'autres moyens encore de démontrer qu'il respecte la convention. Autrement, il manquerait à ses obligations fondamentales en vertu de la convention.

Il me faut enfin parler des réactions d'autres pays. Je sais que les délégations ont longuement débattu, dans les groupes de travail et en privé, des moyens de parvenir à un consensus en ce qui concerne les inspections par mise en demeure. J'ai eu dernièrement le plaisir d'aborder ce sujet à Londres avec l'éminent représentant de l'Union soviétique, M. Issraelyan, et je tiens à souligner que la dernière en date des initiatives britanniques constitue une tentative sincère et sérieuse d'établir les bases d'un compromis acceptable entre les diverses vues déjà exprimées. Si elle ne suscitait pas une réponse sincère et sérieuse, notamment de la part de ceux qui, dans le passé, se sont contentés, ou peu s'en faut, de critiquer les efforts d'autrui, alors mon gouvernement - et d'autres, assurément - serait amené à tirer des conclusions plutôt sombres, non seulement quant aux perspectives d'avenir de ces négociations, mais aussi quant à la volonté de certains de les voir aboutir. On nous a beaucoup parlé du passage des paroles aux actes. Les paroles ont



(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

sans doute été plus nombreuses que les actes. Je pense que le Gouvernement britannique a montré, avec ce nouveau document, qu'il compte fournir la preuve irréfutable que ses intentions sont à la hauteur de ses déclarations. Nous attendons maintenant des autres qu'ils en fassent de même.

Je voudrais parler à présent des mesures que prennent les Etats-Unis pour moderniser leur capacité dans le domaine des armes chimiques et saisir l'occasion qui m'est donnée de faire très clairement connaître les vues du gouvernement de Sa Majesté.

Permettez-moi tout d'abord de rappeler ici les faits. Le Royaume-Uni a renoncé unilatéralement au cours des années 50 à sa capacité dans le domaine des armes chimiques. Les Etats-Unis ont déclaré en 1969 un moratoire unilatéral sur la fabrication d'armes chimiques et s'y sont tenus. L'Union soviétique a répondu à cela en se constituant des stocks véritablement massifs d'armes chimiques, qui pourraient bien approcher le volume total d'armes chimiques fabriquées par tous les autres pays depuis que la guerre chimique existe. Nous, et tous nos alliés de l'OTAN, voulons que les armes chimiques soient interdites. J'ai l'espoir que, grâce aux nouvelles idées que nous avons présentées, il sera possible de surmonter l'un des principaux obstacles qui subsistent. Malheureusement, il faut bien admettre que nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Aussi longtemps que l'Europe doit vivre sous la menace virtuelle que pose la supériorité très nette de l'Union soviétique en matière d'armes chimiques, l'OTAN ferait preuve d'irresponsabilité en n'étudiant pas les possibilités qui s'offrent de parer à cette menace.

Cela dit, que les Etats-Unis aient pris des mesures pour rétablir leur capacité de dissuasion dans ce domaine - mesures que l'OTAN a faites siennes dans le cadre de ses procédures normales touchant le niveau des forces - ne signifie pas qu'ils disposeront de nouvelles armes dans un proche avenir. Le Congrès des Etats-Unis a décidé que l'assemblage final des nouvelles munitions n'aurait pas lieu avant le 1er décembre 1987. Ainsi nous attendons de l'Union soviétique qu'elle fasse en sorte qu'il ne soit pas nécessaire d'en arriver là. Il appartient maintenant aux dirigeants, à Moscou, de décider s'ils veulent agir de sorte que les négociations visant à éliminer toutes les armes chimiques puissent aboutir, ou si, par leur comportement, ils tiennent à susciter chez les Occidentaux une réaction légitime et proportionnée. Inversement, la perspective d'une modernisation des armes chimiques que détiennent les Etats-Unis devrait faire ressortir aux yeux de tous les avantages que présenterait une interdiction complète des armes chimiques.

L'OTAN a fait clairement comprendre qu'elle préférerait une interdiction négociée. Nous ne souhaitons nullement voir les Etats-Unis reprendre la fabrication d'armes chimiques s'il est possible de trouver une meilleure solution, une interdiction négociée. Nous regretterions profondément d'avoir à envisager une telle perspective. Toutefois, il importe de souligner que, si l'Union soviétique nous forçait la main, le stockage des nouvelles munitions serait tout de même plus sûr et les stocks seraient moins importants, les Etats-Unis retireraient progressivement les stocks qu'ils détiennent actuellement en Europe, enfin, la capacité globale des Etats-Unis dans ce domaine resterait nettement inférieure à celle de l'Union soviétique, qui présente, à l'heure actuelle, un danger énorme.

(M. Renton, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

J'aimerais aborder encore une question avant de terminer. Nous sommes tout à fait conscients du fait que de nombreuses délégations sont mises à rude contribution en ayant à participer à d'autres importants débats sur la limitation des armements que ceux de la Conférence. Il n'empêche que mon gouvernement s'inquiète de constater qu'à cause de cela la Conférence est contrainte à suspendre ses travaux pendant près de six mois de l'année. J'ai déjà dit que nous attachons une grande importance aux négociations. Je me permets donc de prier toutes les délégations de se demander ce qui pourrait être fait entre août et février prochain, pendant l'intersession. Je suppose que, comme les années précédentes, on entreprendra en janvier quelques travaux formels, mais j'espère qu'il sera possible de faire beaucoup plus que cela. Je sais que l'Ambassadeur Cromartie consulte actuellement d'autres délégations sur la possibilité d'organiser cette année des travaux pendant deux autres périodes. J'ai le ferme espoir que cette proposition pourra être favorablement accueillie.

Tant le Président Reagan que le Secrétaire général Gorbatchev et le Premier Ministre, Mme Thatcher, ont insisté sur leur volonté de progresser dans la voie d'une interdiction des armes chimiques. Il nous faut absolument y parvenir. Redoublons donc d'efforts. Fixons-nous pour objectif d'achever nos travaux avant la fin de l'année prochaine. Efforçons-nous de présenter en 1987 un projet complet de convention sur les armes chimiques à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant de l'URSS, l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue au Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, M. Timothy Renton, que j'ai eu le plaisir de rencontrer à plusieurs reprises et, récemment encore, à Londres. Il va de soi que nous étudierons attentivement la déclaration qu'il a faite aujourd'hui et lui répondrons de la manière qui convient.

Je souhaiterais aujourd'hui aborder brièvement le point 4 de notre ordre du jour - l'interdiction des armes chimiques. Je précise tout de suite que la délégation soviétique a l'intention de traiter séparément et en temps voulu du fond de cette importante question. Pour l'heure, je voudrais simplement parler de l'organisation de nos travaux sur le point 4.

A l'évidence, il est inutile de rappeler l'importance que revêt la question de l'interdiction des armes chimiques, la seule à faire l'objet de négociations de fond à la Conférence. Nous sommes tous conscients de l'espoir né dans le monde que ces négociations aboutissent et que cette arme barbare de destruction massive soit éliminée.

L'Union soviétique a récemment eu l'occasion d'engager avec d'autres Etats un dialogue utile sur l'interdiction des armes chimiques. La principale impression que nous en avons retirée c'est que ces Etats manifestent

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

la volonté d'accélérer les négociations afin qu'elles aboutissent. Or, sur le plan de l'efficacité, force est de constater que l'organisation de nos travaux dans ce domaine laisse beaucoup à désirer.

La délégation soviétique estime qu'il est de son devoir d'exprimer ses inquiétudes au sujet des points suivants :

Premièrement, la date d'achèvement des travaux du Comité spécial des armes chimiques. Nous ne voyons pas du tout pourquoi les groupes de travail devraient achever leurs travaux de fond dans trois semaines, c'est-à-dire le 6 août, puisqu'il restera alors plus de 20 jours avant la fin de la session. Nous ne pouvons accepter cette façon de procéder et invitons la Conférence à faire en sorte que les organes subsidiaires, c'est-à-dire les groupes de travail, continuent à travailler activement au moins, disons, jusqu'au 20 août. On objecte que le secrétariat n'aura pas le temps de préparer les documents finals et de les faire traduire dans toutes les langues officielles de la Conférence. Ce n'est tout de même pas un motif suffisant pour interrompre les négociations. Nous demandons au secrétariat de bien vouloir organiser le rapport de la Conférence à l'Assemblée générale des Nations Unies de telle manière que la section relative aux armes chimiques vienne à la fin et non au début.

Deuxièmement, la question des travaux à effectuer pendant l'intersession. Nous souhaiterions que la période qui s'écoule entre les sessions de la Conférence du désarmement soit utilisée de façon plus efficace et rationnelle. On ne saurait admettre que les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques cessent pendant près de six mois, soit d'août 1986 à février 1987. Il est possible que d'aucuns y trouvent leur compte, mais les arguments avancés contre la poursuite des travaux pendant l'intersession - nécessité de faire une pause, de prendre du repos, d'aller à New York pour l'Assemblée générale, etc. - ne sauraient convaincre ceux qui cherchent véritablement à conclure au plus vite une convention interdisant les armes chimiques. Etant donné les progrès réalisés sur le fond, nous sommes tout à fait en faveur de poursuivre sans interruption, jusqu'à la conclusion d'une convention, les négociations relatives à l'interdiction des armes chimiques. Le Ministre d'Etat a fait une proposition que, à mon avis, nous pouvons d'ores et déjà appuyer, c'est du moins le cas de la délégation soviétique, qui serait prête à ne ménager aucun effort afin qu'il soit possible de présenter un projet de convention à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-deuxième session, en 1987. C'est pourquoi nous proposons de convenir le plus tôt possible d'un calendrier de négociation sur l'interdiction des armes chimiques couvrant ce qu'il reste de 1986 et le mois de janvier 1987.

Troisièmement, la question de la participation à ces négociations. L'interdiction des armes chimiques est une tâche qui nous concerne tous. Elle touche aux intérêts de tous les Etats, qu'ils soient dotés ou non d'armes chimiques. Tous les Etats membres de la Conférence devraient participer activement aux négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Or, même dans le cadre de la session ordinaire, les 40 Etats sont loin de participer au complet à ces négociations. Nous le déplorons, car nous ne pouvons concevoir

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

qu'une convention sur une telle question soit élaborée sans qu'il soit tenu compte de la position et des intérêts de toutes les délégations. Certes, nous comprenons les problèmes auxquels se heurtent bon nombre de nos collègues, mais nous espérons que les informations objectives communiquées sur l'état d'avancement des travaux et notamment la conscience du fait que des décisions extrêmement importantes sur des questions clefs de la future convention vont être prises inciteront les capitales intéressées à ne rien négliger pour que tous les Etats membres de la Conférence puissent participer directement et activement aux négociations.

Monsieur le Président, la délégation soviétique est convaincue que la tâche que doit accomplir la Conférence en matière de désarmement chimique exige véritablement de nous tous que nous travaillions de façon concertée, sans relâche ni pauses indues.

M. KHORAMIAN (République islamique d'Iran) : Je serai extrêmement bref. Je n'ai pas l'intention de prendre le temps de cette haute assemblée, en outre, ici n'est pas le lieu de parler de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, à laquelle vient de faire allusion le représentant du Royaume-Uni. Je voudrais rappeler que le régime iraquien, lorsqu'il a lancé ses troupes le 22 septembre 1980 contre son voisin iranien, a commis incontestablement des crimes contre mon pays en utilisant des gaz chimiques. Il est d'ailleurs quelque peu étrange que, comme a dit le représentant du Royaume-Uni, le régime iraquien parle de la paix. Il faut conclure que la punition de l'agresseur est un devoir, il y va de la crédibilité des lois internationales en vigueur. C'est à ce prix qu'une paix vraie peut être envisagée.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Ainsi s'achève la liste d'orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

La liste d'orateurs inscrits pour la séance plénière de jeudi matin est longue. Nous devons aussi, ce jour-là, tenir une réunion officieuse pour poursuivre l'examen sur le fond du point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Cela étant, je proposerais d'ouvrir la séance plénière à 10 heures précises. S'il n'y a pas d'objection, c'est ce que nous ferons.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 17 juillet, à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 30.